

# Document

## La NED, vitrine légale de la CIA.

(par Thierry Meyssan - <http://www.voltairenet.org>)

### **06.10.10**

Depuis 30 ans, la National Endowment for Democracy (NED) sous-traite la partie légale des opérations illégales de la CIA. Sans éveiller de soupçons, elle a mis en place le plus vaste réseau de corruption du monde, achetant syndicats ouvriers et patronaux, partis politiques de gauche et de droite, pour qu'ils défendent les intérêts des Etats-Unis au lieu de ceux de leurs membres. Thierry Meyssan décrit ici l'étendue de ce dispositif.

---

En 2006, le Kremlin dénonçait la prolifération d'associations étrangères en Russie, dont certaines auraient participé à un plan secret de déstabilisation du pays orchestré par la Fondation américaine pour la démocratie (National Endowment for Democracy – NED). Pour prévenir une « révolution colorée », Vladislav Surkov élaborait une stricte réglementation de ces « organisations non-gouvernementales (ONG) ». A l'Ouest, cet encadrement administratif était décrit comme une nouvelle attaque du « dictateur » Poutine et de son conseiller contre la liberté d'association.

Cette politique a été suivie par d'autres Etats qui, à leur tour, ont été présentés par la presse internationale comme des « dictatures ».

Le gouvernement des Etats-Unis assure qu'il s'emploie à « la promotion de la démocratie dans le monde ». Il revendique que le Congrès puisse subventionner la NED et que celle-ci puisse, à son tour et en toute indépendance, aider directement ou indirectement des associations, des partis politiques ou des syndicats, oeuvrant en ce sens n'importe où dans le monde. Les ONG étant, comme leur dénomination l'indique, « non-gouvernementales » peuvent prendre des initiatives politiques que les ambassades ne pourraient assumer sans violer la souveraineté des Etats qui les reçoivent. Toute la question réside donc là : la NED et le réseau d'ONG qu'elle finance sont-elles des initiatives de la société civile injustement réprimées par le Kremlin ou des paravents des services secrets US pris en flagrant délit d'ingérence ?

Pour répondre à cette question, nous allons revenir sur l'origine et le fonctionnement de la National Endowment for Democracy. Mais avant toute chose, nous devons analyser ce que signifie le projet officiel des Etats-Unis d'« exportation de la démocratie ».

### **Quelle démocratie ?**

Les Etats-uniens, en tant que peuple, adhèrent à l'idéologie de leurs pères fondateurs. Ils se pensent comme une colonie venue d'Europe pour fonder une cité obéissante à Dieu. Ils conçoivent leur pays comme « une lumière sur la montagne », selon l'expression de Saint Mathieu reprise durant deux siècles par la plupart de leurs présidents dans leurs discours politiques. Les Etats-Unis seraient une nation modèle, brillant en haut d'une colline, éclairant le monde. Et tous les autres peuples de la terre espéreraient copier ce modèle pour atteindre leur salut.

Pour les Etats-uniens, cette croyance naïve implique comme allant de soi que leur pays est une démocratie exemplaire et qu'ils ont un devoir messianique de l'étendre au reste du monde. Alors que Saint Mathieu envisageait la propagation de la foi par le seul exemple d'une vie juste, les pères fondateurs des Etats-Unis pensaient l'allumage de leur feu et sa propagation comme un changement de régime. Les puritains anglais décapitèrent Charles Ier avant de fuir vers les Pays-Bas et les Amériques, puis les patriotes du Nouveau monde rejetèrent l'autorité du roi George III d'Angleterre et proclamèrent l'indépendance des Etats-Unis.

Imprégnés de cette mythologie nationale, les Etats-Uniens ne perçoivent pas la politique extérieure de leur gouvernement comme un impérialisme. A leurs yeux, il est d'autant plus légitime de renverser un gouvernement que celui-ci ambitionne d'incarner un modèle différent du leur, donc maléfique. De même, sont-ils persuadés qu'investis de leur mission messianique, ils sont parvenus à imposer par la force la démocratie dans des pays qu'ils ont occupé. Ils apprennent par exemple dans leurs écoles que les GI's ont apporté la démocratie en Allemagne. Ils ignorent que l'histoire est exactement inverse : leur gouvernement aida Hitler à renverser la République de Weimar et à instaurer un régime militaire pour combattre les Soviétiques.

Cette idéologie irrationnelle les empêche de s'interroger sur la nature de leurs institutions et sur l'absurdité du concept de « démocratie forcée ».

Or, selon la formule du président Abraham Lincoln, « la démocratie, c'est le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ».

De ce point de vue, les Etats-Unis ne sont pas une démocratie, mais un système hybride, dans lequel le pouvoir exécutif revient à une oligarchie, tandis que le peuple en limite l'arbitraire grâce aux contre-pouvoirs législatif et judiciaire. En effet, si le peuple élit le Congrès et certains juges, ce sont les Etats fédérés qui élisent le pouvoir exécutif et ce dernier qui désigne les hauts magistrats. Bien que les citoyens soient appelés à se prononcer sur le choix de leur président, leur vote en la matière n'est que consultatif, comme l'a rappelé la Cour suprême en 2000 dans l'affaire Gore contre Bush. La Constitution des Etats-Unis ne reconnaît pas la souveraineté du peuple, car le pouvoir est partagé entre lui et les Etats fédérés, c'est-à-dire les notables locaux.

Au passage, on observera que la Constitution de la Fédération de Russie est au contraire démocratique — sur le papier tout au moins — en ce qu'elle affirme : « Le détenteur de la souveraineté et l'unique source du pouvoir dans la Fédération de Russie est son peuple multinational » (Titre I, Ch. 1, art.3).

Ce contexte intellectuel explique que les Etats-Uniens soutiennent leur gouvernement lorsqu'il annonce vouloir « exporter la démocratie », alors même que leur pays n'en est pas une constitutionnellement. Mais, on ne voit pas comment ils pourraient exporter ce qu'ils n'ont pas et ne veulent pas avoir chez eux.

Au cours des trente dernières années, cette contradiction a été portée par la NED et s'est concrétisée par la déstabilisation de nombreux Etats. Des milliers de militants et d'ONG crédules ont violé la souveraineté des peuples avec le sourire béat de la bonne conscience.

Dans son célèbre discours du 8 juin 1982 devant le Parlement britannique, le président Reagan dénonça l'Union soviétique comme « l'Empire du Mal » et proposa de venir en aide aux dissidents là-bas et ailleurs. « Il s'agit de contribuer à créer l'infrastructure nécessaire à la démocratie : la liberté de la presse, des syndicats, des partis politiques, des universités : ainsi les peuples seront-ils libres de choisir telle voie qui leur conviendra pour développer leur culture et régler leurs différends par des moyens pacifiques », déclara-t-il.

Sur cette base consensuelle de lutte contre la tyrannie, une commission de réflexion bipartisane préconisa à Washington la création de la Fondation nationale pour la démocratie (NED). Celle-ci fut instituée par le Congrès en novembre 1983 et immédiatement financée.

La Fondation subventionne quatre structures autonomes qui redistribuent à l'étranger l'argent disponible à des associations, des syndicats ouvriers et patronaux, et des partis de droite et de gauche. Il s'agit de :

- L'Institut des syndicats libres (Free Trade Union Institute – FTUI), aujourd'hui renommé Centre américain pour la solidarité des travailleurs (American Center for International Labor Solidarity – ACILS), géré par le syndicat ouvrier AFL-CIO ;

- Le Centre pour l'entreprise privée internationale (Center for International Private Enterprise – CIPE), géré par la Chambre de commerce des Etats-Unis ;

- L'Institut républicain international (International Republican Institute – IRI), géré par le Parti républicain ;

- Et l'Institut national démocratique pour les affaires internationales (National Democratic Institute for International Affairs – NDI), géré par le Parti démocrate.

Présenté de cette manière, la NED et ses quatre pseudopodes paraissent basés sur la société civile dont ils reflètent la diversité sociale et le pluralisme politique. Financés par le peuple états-unien, via le Congrès, ils oeuvreraient à un idéal universel. Ils seraient complètement indépendants de l'administration présidentielle. Et leur action transparente ne pourrait pas masquer des opérations secrètes servant des intérêts nationaux inavoués.

La réalité est complètement différente.

### **Une mise en scène de la CIA, du MI6 et de l'ASIS**

Le discours de Ronald Reagan à Londres prend place après les scandales entourant la révélation par des commissions d'enquête parlementaires des coups tordus de la CIA. Le Congrès interdit à l'Agence d'organiser de nouveaux coups d'Etat pour conquérir des marchés. A la Maison-Blanche, le Conseil de sécurité nationale cherche donc à mettre en place d'autres outils pour contourner cet interdit.

La Commission de réflexion bipartisane a été constituée avant le discours de Ronald Reagan, même si elle n'a officiellement reçu de mandat de la Maison-Blanche qu'après. Elle ne répond donc pas à la grandiloquente ambition présidentielle, mais la précède. Par conséquent, le discours n'est que l'habillage rhétorique de décisions déjà arrêtées dans leurs grandes lignes et destinées à être mises en scène par la commission bipartisane.

Celle-ci était présidée par le représentant spécial des Etats-Unis pour le Commerce, ce qui indique qu'elle n'envisageait pas la promotion de la démocratie, mais, selon une terminologie consacrée, de la « démocratie de marché ». Ce concept étrange correspond au modèle états-unien : une oligarchie économique et financière impose ses choix politiques via les marchés et l'Etat fédéral, tandis que les parlementaires et juges élus par le peuple protègent les individus de l'arbitraire de l'administration.

Trois des quatre organismes périphériques de la NED ont été formés pour la circonstance. Cependant il n'a pas été nécessaire de créer le quatrième, l'organisme syndical (ACILS). Celui-ci existait depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, bien qu'il ait changé de nom en 1978 lorsqu'on dévoila sa subordination à la CIA. D'où l'on peut déduire que le CIPE, l'IRI et le NDI ne sont pas nés par génération spontanée, mais également sous la houlette de la CIA.

De plus, bien que la NED soit une association de droit états-unien, elle n'est pas un outil de la seule CIA, mais un dispositif commun avec les services britannique (ce pourquoi elle est annoncée par Reagan à Londres) et australien. Ce point central est toujours passé sous silence. Il est pourtant confirmé par les messages de félicitation adressés par les Premiers ministres Tony Blair et John Howard lors du XXe anniversaire de la soi-disante « ONG ». La NED et ses pseudopodes sont des organes du pacte militaire anglo-saxon liant Londres, Washington et Canberra au même titre que le réseau d'interception électronique Echelon. Ce dispositif peut être requis non seulement par la CIA, mais aussi par le MI6 britannique et l'ASIS australien.

Pour dissimuler cette réalité, la NED a suscité chez des alliés la création d'organisations analogues qui travaillaient avec elle. En 1988, le Canada s'est doté d'un centre Droits & Démocratie, qui s'est surtout focalisé sur Haïti, puis sur l'Afghanistan. En 1991, le Royaume-Uni a institué la Westminster Foundation for Democracy (WFD). Le fonctionnement de cet organisme public est calqué sur celui de la NED : son administration est confiée aux partis politiques (huit délégués : trois pour le Parti conservateur, trois pour le Parti travailliste, un pour le Parti libéral, et un dernier pour les autres partis représentés au Parlement). La WFD a beaucoup travaillé en Europe orientale. Enfin, en 2001, l'Union européenne s'est dotée du European Instrument for Democracy and Human Rights (EIDHR), qui suscite moins de soupçons que ses homologues. Ce bureau relève d'EuropAid, dirigé par un haut fonctionnaire aussi puissant qu'inconnu, le Néerlandais Jacobus Richelle.

## **La directive présidentielle 77**

En votant la fondation de la NED, le 22 novembre 1983, les parlementaires US ignoraient qu'elle existait déjà en secret, en vertu d'une directive présidentielle datée du 14 janvier.

Ce document, qui n'a été déclassifié que deux décennies plus tard, organise la « diplomatie publique », expression politiquement correcte pour désigner la propagande. Il institue à la Maison-Blanche des groupes de travail au sein du Conseil de sécurité nationale, dont un chargé de piloter la NED.

Par conséquent, le conseil d'administration de la Fondation n'est qu'une courroie de transmission du Conseil de sécurité nationale. Pour maintenir les apparences, il a été convenu que, d'une manière générale, les agents et anciens agents de la CIA ne pourraient être nommés administrateurs.

Les choses sont néanmoins transparentes. La plupart des hauts fonctionnaires ayant joué un rôle central au Conseil de sécurité nationale ont été administrateurs de la NED. C'est par exemple le cas d'Henry Kissinger, Franck Carlucci, Zbigniew Brzezinski, ou encore Paul Wolfowitz ; des personnalités qui ne resteront pas dans l'Histoire comme des idéalistes de la démocratie, mais comme des stratèges cyniques de la violence.

Le budget de la Fondation ne peut être interprété isolément puisqu'elle reçoit ses instructions du Conseil de sécurité nationale pour mener des actions s'inscrivant dans de vastes opérations inter-agences. Des fonds, notamment lorsqu'ils proviennent de l'Agence d'aide internationale (USAID), transitent par la NED sans apparaître dans son budget, simplement pour les « non-gouvernementaliser ». En outre, la Fondation reçoit indirectement de l'argent de la CIA, après qu'il ait été blanchi par des intermédiaires privés comme la Smith Richardson Foundation, la John M. Olin Foundation ou encore la Lynde and Harry Bradley Foundation.

Pour évaluer l'ampleur de ce programme, il faudrait cumuler le budget de la NED avec les sous-budgets correspondants du département d'Etat, de l'USAID, de la CIA, et du département de la Défense. Une telle estimation est aujourd'hui impossible.

Certains éléments connus permettent néanmoins de disposer d'un ordre de grandeur. Les Etats-Unis ont dépensé au cours des cinq dernières années plus d'1 milliard de dollars pour des associations et partis au Liban, un petit Etat de 4 millions d'habitants. Globalement, la moitié de cette manne a été distribuée publiquement par le département d'Etat, l'USAID et la NED, l'autre moitié a été versée secrètement par la CIA et le département de la Défense. Cet exemple permet d'extrapoler que le budget général de corruption institutionnelle par les Etats-Unis se compte en dizaines de milliard de dollars annuels. Au demeurant, le programme équivalent de l'Union européenne, qui est entièrement public et fournit un appoint aux actions états-uniennes, est de 7 milliards d'euros annuels.

En définitive, la structure juridique de la NED et le volume de son budget officiel ne sont que des leurres. Par essence, elle n'est pas un organisme indépendant chargé d'actions légales autrefois dévolues à la CIA, mais elle est une vitrine que le Conseil de sécurité nationale charge de réaliser les éléments légaux d'opérations illégales.

## **La stratégie trotskiste**

Au cours de sa phase de mise en place (1984), la NED a été présidée par Allen Weinstein, puis durant quatre ans par John Richardson (1984-88), enfin par Carl Gershman (depuis 1998).

Ces trois hommes ont trois points communs. Ils sont juifs, ont milité au sein du parti trotskiste Social Democrats USA, et ont travaillé à la Freedom House. Il y a une logique à cela : par haine du stalinisme, certains trotskistes ont rejoint la CIA pour lutter contre les Soviétiques. Ils ont apporté avec eux la théorie de la prise de pouvoir mondiale, en la transposant aux « révolutions colorées » et à la « démocratisation ». Ils ont simplement déplacé la vulgate trotskiste en l'appliquant au combat culturel analysé par Antonio Gramsci : le pouvoir s'exerce dans les esprits plus que par la force. Pour gouverner les masses, une élite doit d'abord leur inculquer une idéologie qui programme leur acceptation du pouvoir qui les domine.

### **Le Centre américain pour la solidarité des travailleurs (ACILS)**

Connu sous le nom de Solidarity Center, l'ACILS, branche syndicale de la NED, est de très loin son principal canal. Il distribue plus de la moitié des dons de la Fondation. Il a pris la succession des organismes antérieurs qui ont servi tout au long de la Guerre froide à structurer les syndicats non-communistes dans le monde, du Vietnam à l'Angola, en passant par la France et le Chili.

Le fait de choisir des syndicalistes pour couvrir ce programme de la CIA est d'une rare perversité. Loin du slogan marxiste « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous », l'ACILS associe les syndicats ouvriers états-uniens à l'impérialisme qui écrase les travailleurs des autres pays.

Cette filière était dirigée par un personnage haut en couleurs, Irving Brown, de 1948 jusqu'à sa mort en 1989.

Certains auteurs assurent que Brown était le fils d'un Russe blanc, compagnon d'Alexandre Kerensky. Ce qui est certain, c'est qu'il fut agent de l'OSS, le service de renseignement US durant la Seconde Guerre mondiale et participa à la création de la CIA et du réseau Gladio de l'OTAN. Il refusa d'en prendre la direction, préférant se concentrer sur sa spécialité, les syndicats. Il fut basé à Rome, puis à Paris, et non pas à Washington, de sorte qu'il eut une influence particulière sur la vie publique italienne et française. A la fin de sa vie, il se vantait ainsi de n'avoir cessé de diriger en sous-main le syndicat français Force Ouvrière, d'avoir tiré les ficelles du syndicat étudiant UNI (où militèrent Nicolas Sarkozy et ses ministres François Fillon, Xavier Darcos, Hervé Morin et Michèle Alliot-Marie, ainsi que le président de l'Assemblée nationale Bernard Accoyer et le président du groupe parlementaire majoritaire Jean-François Copé), et d'avoir personnellement formé à gauche des membres d'un groupuscule trotskiste dont Jean-Christophe Cambadélis et le futur Premier ministre Lionel Jospin.

A la fin des années 90, les adhérents de la confédération AFL-CIO ont exigé des comptes sur les activités réelles de l'ACILS, alors que leur caractère criminel dans de nombreux pays avait été abondamment documenté. On aurait pu croire que les choses auraient changé après ce grand débailage. Il n'en est rien. En 2002 et 2004, l'ACILS a participé activement au coup d'Etat manqué au Venezuela contre le président Hugo Chavez et à celui, réussi, en Haïti, renversant le président Jean-Bertrand Aristide.

Aujourd'hui l'ACILS est dirigé par John Sweeney, ancien président de la confédération AFL-CIO, qui est lui aussi issu du parti trotskiste Social Democrats USA.

### **Le Centre pour l'entreprise privée internationale (CIPE)**

Le Centre pour l'entreprise privée internationale (CIPE) se focalise sur la diffusion de l'idéologie capitaliste libérale et la lutte contre la corruption.

La première réussite du CIPE, c'est la transformation, en 1987, du European Management Forum —un club de grands patrons européens— en World Economic Forum —le club de la classe dirigeante transnationale—. Le grand rendez-vous annuel du gotha économique et politique global dans la station de ski suisse de Davos a contribué à forger une appartenance de classe au-delà des identités nationales.

Le CIPE veille à n'avoir aucun lien structurel avec le Forum de Davos, et il n'est pas possible —pour le moment— de prouver que le World Economic Forum est instrumenté par la CIA. A contrario, les responsables de Davos seraient bien en peine d'expliquer pourquoi certains leaders politiques ont choisi leur Forum économique pour y jouer des événements de la plus haute importance s'il ne s'agissait d'opérations planifiées par le Conseil de sécurité nationale des Etats-Unis. Par exemple, en 1988, c'est à Davos —et pas à l'ONU— que la Grèce et la Turquie font la paix. En 1989, c'est à Davos que les deux Corée d'une part et les deux Allemagne d'autre part, tiennent leur premier sommet à niveau ministériel pour les uns et leur premier sommet sur la réunification pour les autres. En 1992, c'est encore à Davos que Frederik de Klerk et Nelson Mandela libre viennent ensemble présenter pour la première fois à l'étranger leur projet commun pour l'Afrique du Sud. Toujours plus invraisemblable, c'est à Davos qu'en 1994, après l'Accord d'Oslo, que Shimon Peres et Yasser Arafat viennent négocier et signer son application à Gaza et Jéricho.

Le contact entre le Forum et Washington passe notoirement par Susan K. Reardon, l'ancienne directrice de l'association professionnelle des employés du département d'Etat devenue directrice de la Fondation de la Chambre de Commerce des Etats-Unis, qui gère le CIPE.

L'autre réussite du Centre pour l'entreprise privée internationale, c'est Transparency International. Cette « ONG » a officiellement été créée par un officier de renseignement militaire US, Michael J. Hershman, qui est par ailleurs administrateur du CIPE et aujourd'hui un des responsables du recrutement des informateurs du FBI aussi bien que le Pdg de l'agence de renseignement privée Fairfax Group.

Transparency International est avant tout une couverture pour les activités d'intelligence économique de la CIA. C'est aussi un outil de communication pour contraindre des Etats à modifier leurs législations dans le sens de l'ouverture de leurs marchés.

Pour masquer l'origine de Transparency International, le CIPE a fait appel au savoir-faire de l'ancien directeur de presse de la Banque mondiale, le néo-conservateur Frank Vogl. Ce dernier a mis en place un Comité de personnalités qui a contribué à donner l'impression d'une association issue de la société civile. Ce comité de façade est animé par Peter Eigen, ancien directeur de la Banque mondiale en Afrique de l'Est, dont l'épouse était en 2004 et 2009 la candidate du SPD à la présidence de la République fédérale allemande.

Le travail de Transparency International sert les intérêts US et n'est aucunement fiable. Ainsi, en 2008, la pseudo ONG dénonçait la corruption de PDVSA, la société publique des pétroles du Venezuela, et, sur la base d'informations falsifiées, la plaçait en dernière position dans son classement mondial des entreprises publiques. Le but était évidemment de saboter la réputation d'une entreprise qui constitue le socle économique de la politique anti-impérialiste du président Hugo Chavez. Prise en flagrant délit d'intoxication, Transparency International refusa de répondre aux questions de la presse latino-américaine et de corriger son rapport. Rien d'étonnant au demeurant lorsqu'on se souvient que le correspondant du CIPE au Venezuela, Pedro Carmona, avait brièvement été installé au pouvoir par les USA, lors du coup d'Etat manqué de 2002 contre Hugo Chavez.

D'une certaine manière, en focalisant l'attention des médias sur la corruption économique, Transparency International masque l'activité de la NED : la corruption politique des élites dirigeantes au profit des Anglo-Saxons.

### **L'Institut républicain international (IRI) et l'Institut national démocratique pour les affaires internationales (NDI)**

L'Institut républicain international (IRI) a pour vocation de corrompre les partis de droite, tandis que l'Institut national démocratique pour les affaires internationales (NDI) traite les partis de gauche. Le premier est présidé par John McCain, le second par Madeleine Albright. Ces deux personnalités ne doivent donc pas être perçues comme des politiciens ordinaires, un leader d'opposition et une sage retraitée, mais comme des responsables actifs de programmes du Conseil de sécurité nationale. Pour encadrer les principaux partis politiques dans le monde, l'IRI et le NDI ont renoncé à contrôler l'Internationale libérale et l'Internationale socialiste. Ils ont donc créé des organisations rivales, l'Union démocratique internationale (IDU) et l'Alliance des démocrates (AD). La première est présidée par l'Australien John Howard. Le Russe Leonid Gozman de Juste cause (Правое дело) en est vice-président. La seconde est dirigée par l'Italien Gianni Vernetti et co-présidée par le Français François Bayrou.

L'IRI et le NDI s'appuient aussi sur les fondations politiques liées aux grands partis européens (six en Allemagne, deux en France, une aux Pays-Bas et une autre encore en Suède). En outre, certaines opérations ont été sous-traitées à de mystérieuses sociétés privées, comme Democracy International Inc. qui a organisé les dernières élections truquées en Afghanistan.

Tout cela laisse un goût amer. Les Etats-Unis ont corrompu la plupart des grands partis politiques et syndicats dans le monde. En définitive, la « démocratie » qu'ils promeuvent consiste à discuter de questions locales dans chaque pays –voire de questions sociétales comme les droits des femmes ou des gays– et à s'aligner sur Washington pour toutes les questions internationales. Les campagnes électorales sont devenues des spectacles dont la NED choisit le casting en fournissant à certains et pas à d'autres les moyens financiers dont ils ont besoin. Même la notion d'alternance a perdu son sens, puisque la NED

promeut alternativement un camp ou un autre pourvu qu'il poursuive la même politique étrangère et de défense.

On se lamente aujourd'hui dans l'Union européenne et ailleurs sur la crise de la démocratie. Celle-ci a pour responsables évidents la NED et les Etats-Unis. Et comment qualifier un régime, comme celui des Etats-Unis, où le principal leader de l'opposition, John McCain, est en réalité un employé du Conseil de sécurité nationale ? Certainement pas comme une démocratie.

### **Le bilan d'un système**

L'USAID, la NED, leurs instituts satellites et leurs fondations intermédiaires ont donné naissance au fil du temps à une vaste et gourmande bureaucratie. Chaque année le vote du budget de la NED par le Congrès donne lieu à de vifs débats sur l'inefficacité de ce système tentaculaire et les rumeurs de détournements de fonds au profit de personnalités politiques états-uniennes chargées de l'administrer.

Dans un souci de bonne gestion, de nombreuses études ont été commandées pour mesurer l'impact de ces flux financiers. Des experts ont comparé les sommes allouées dans chaque Etat et la notation démocratique de ces Etats par la Freedom House. Puis, ils ont calculé combien il fallait dépenser de dollars par habitant pour améliorer d'un point la note démocratique d'un Etat.

Bien sûr tout ceci n'est qu'une tentative d'auto-justification. L'idée d'établir une notation démocratique n'a rien de scientifique. De manière totalitaire, elle suppose qu'il n'existe qu'une forme d'institutions démocratiques. Et de manière infantile, elle établit une liste de critères disparates qu'elle pondère de coefficients imaginaires pour transformer la complexité sociale en un chiffre unique.

Au demeurant, la grande majorité de ces études concluent à l'échec : bien que le nombre de démocraties s'accroisse dans le monde, il n'y aurait aucun lien entre les progrès ou les régressions démocratiques d'une part, et les sommes dépensées par le Conseil de sécurité nationale. A contrario, cela confirme que les objectifs réels n'ont aucun rapport avec ceux qui sont affichés. Les responsables de l'USAID citent cependant une étude de l'université Vanderbilt selon laquelle, seules les opérations de la NED co-financées par l'USAID ont été efficaces, parce que l'USAID a une gestion rigoureuse de son budget. Sans surprise, cette étude singulière a été financée par... l'USAID.

Quoi qu'il en soit, en 2003, à l'occasion de son vingtième anniversaire, la NED dressa un bilan politique de son action d'où il ressort qu'elle finançait alors plus de 6 000 organisations politiques et sociales dans le monde, un chiffre qui n'a cessé de croître depuis. Elle revendiquait avoir entièrement créé le syndicat Solidarnosc en Pologne, la Charte des 77 en Tchécoslovaquie et Otpor en Serbie. Elle se félicitait d'avoir créé de toutes pièces la radio B92 ou le quotidien Oslobođenje en ex-Yougoslavie et une kyrielle de nouveaux médias indépendants en Irak « libéré ».

### **Changer de couverture**

Après avoir connu un succès mondial, la rhétorique de la démocratisation ne convainc plus. En l'utilisant en toutes circonstances, le président George W. Bush l'a usée. Personne ne peut sérieusement soutenir que les subventions versées par la NED feront disparaître le terrorisme international. Pas plus qu'on ne peut prétendre a posteriori que les troupes US auraient renversé Saddam Hussein pour offrir la démocratie aux Irakiens.

De plus, les citoyens qui partout dans le monde militent pour la démocratie sont devenus méfiants. Ils ont compris que l'aide offerte par la NED et ses pseudopodes visait en réalité à les manipuler et à piéger leur pays. Ils refusent donc de plus en plus souvent les dons « désintéressés » qui leur sont proposés. Aussi les responsables états-uniens des différents canaux de corruption ont envisagé de faire muer le système une nouvelle fois. Après les coups fourrés de la CIA et la transparence de la NED, ils envisagent de créer une nouvelle structure qui prendrait le relais d'un ensemble discrédité. Elle ne serait plus gérée par les syndicats, le patronat et les deux grands partis, mais par des multinationales sur le modèle de l'Asia Foundation.

Dans les années 80, la presse révéla que cette organisation était une couverture de la CIA pour lutter contre le communisme en Asie. Elle fut alors réformée et sa gestion fut confiée à des multinationales (Boeing,

Chevron, Coca-Cola, Levis Strauss etc...). Ce relookage fut suffisant pour donner une apparence non-gouvernementale et respectable à une structure qui n'a jamais cessé de servir la CIA. Après la dissolution de l'URSS, elle fut doublée d'une autre, l'Eurasia Foundation, chargée d'étendre l'action secrète dans les nouveaux Etats asiatiques.

Une autre question discutée est de savoir si les dons pour la « promotion de la démocratie » doivent prendre uniquement la forme de contrats pour réaliser des projets donnés ou celle de subventions sans obligation de résultat. La première formule offre une meilleure couverture juridique, mais la seconde est bien plus efficace pour corrompre.

Au vu de ce panorama, l'exigence de Vladimir Poutine et de Vladislav Surkov de réglementer le financement des ONG en Russie est légitime, même si la bureaucratie qu'ils ont élaborée pour cela est outrancière et tatillonne. Le dispositif de la NED, mis en place sous l'autorité du Conseil de sécurité nationale des Etats-Unis, non seulement ne favorise pas les efforts démocratiques dans le monde, mais les empoisonnent.